

LA RIPOSTE

ÉDITION DE

GRÈVE GÉNÉRALE, ILLIMITÉE

La grève générale
illimitée en un coup d'oeil.

JONAH TARDIF

« Les étudiants acquitteront leur juste part du financement des universités à raison d'une hausse de 325 \$ par année des droits de scolarité pendant cinq ans, à compter de l'automne 2012. [1] » Voilà ce que le gouvernement du Québec nous disait dans son budget 2011-2012. Mais cette « juste part du financement des universités » mérite un débat d'une profondeur beaucoup plus grande que ce qu'on nous l'a laissé entendre jusqu'à maintenant. Bien des méthodes ont été essayées dans les dernières années pour faire sortir la classe dirigeante de son mutisme chronique, aucune n'a porté fruit. C'est pourquoi la grève générale illimitée (GGI) est envisagée comme dernier recours possible pour susciter ce fameux débat. Ce concept de GGI, comme celui de féminisme ou de syndicalisme, a été largement démonisé au cours des 30 dernières années, de sorte qu'on n'ose presque plus en parler, encore moins l'envisager comme quelque chose de fructueux. Tentons de l'observer rationnellement.

La grève générale illimitée, c'est la cessation des activités de productions par les ouvriers et ouvrières d'une entreprise donnée en vue de négocier de meilleures conditions de travail avec le patronat. On dit générale quand les ouvriers de plusieurs secteurs différents font la grève en même temps pour avoir un plus grand poids dans les négociations avec le patronat. L'ajout du facteur illimité

ajoute une dimension temporelle dans l'événement, la durée est indéterminée à l'avance et dépendra de l'avancement des négociations.

La différence entre l'entreprise et l'école, c'est que les ouvriers sont payés pour produire un bien ou un service qui, une fois vendu, générera des profits pour le patron, tandis que les étudiant-e-s,

ou ouvriers intellectuelles, paient pour apprendre, réfléchir, devenir les acteurs, penseurs et bâtisseurs de la société de demain. Un arrêt de la production des ouvriers et ouvrières veut dire un arrêt du profit pour le patron; un arrêt de la session des étudiants et étudiantes équivaut à un arrêt du flux de main d'œuvre, de penseurs et d'acteurs pour la société de demain. Dans les deux cas, la discussion est facilitée avec l'interlocuteur qui se voit forcé d'écouter puisque menacé dans sa routine.

Les conditions de travail des ouvriers ont trait au salaire, au nombre d'heures de travail par semaine, à la sécurité, à la retraite, aux vacances et ainsi de suite selon la convention collective qui a été négociée avec le patronat. Chez les étudiants et étudiantes, c'est l'accessibilité aux études, la qualité de la formation, la qualité du lieu où ils et elles étudient, la qualité des enseignants et enseignantes et ainsi de suite selon le rôle que l'on donne au système scolaire dans la société. Les ouvriers font la grève

quand ils se sentent lésés dans leur condition de travail et les étudiants font la grève quand ils sentent que le système d'éducation est menacé.

Voyons maintenant ce qui va nous arriver dans les prochaines semaines. Dans un premier temps, on devra voter en Assemblée générale (AG) les modalités de cette grève. Pour s'assurer qu'on ne se retrouve pas seul-e-s dans le noir devant le gouvernement, on devra définir

C'est une expérience qui doit amener un débat de fond dans la société sur le rôle que nous voulons donner à nos universités.

un plancher de grève. En d'autres mots, nous devons définir le nombre nécessaire d'étudiants et étudiantes en grève pour que nous joignons le mouvement et que nous interrompions notre session. Une fois ce plancher atteint et le vote de grève passé, nous tiendrons des assemblés générales sur une base régulière pour décider si nous désirons poursuivre la grève ou si nous considérons que ses objectifs ont été atteints.

Toutefois, cesser la session n'est pas suffisant pour bloquer cette hausse. Pour se faire entendre, il faut aussi descendre dans la rue, faire des actions de visibilité et de perturbations, avoir des espaces de réflexions et des cercles de discussions, etc. La grève est un événement politique et social qui suscite le débat, la réflexion, l'échange et la solidarité, mais c'est aussi une action essoufflante et exigeante. C'est une expérience qui doit amener un débat de fond dans la société sur le rôle que nous voulons donner à nos universités. Ce débat est constam-

ment écarté par les grands médias, par les hommes et les femmes politiques et par le patronat, mais aussi par les citoyens et citoyennes. Nous sommes en présence de deux visions de la société qui s'opposent : « une qui pose comme un dogme intangible le droit, codifié d'ailleurs par l'ensemble des constitutions étatiques de la planète, à l'appropriation privative des richesses au nom d'une position sociale et économique dominante, et l'autre qui pose le défi de réinventer les rapports politiques et économiques dans le sens d'une véritable socialisation afin que puisse primer l'affirmation de la vie et de la dignité. [2] » Dans notre cas, la richesse c'est l'éducation et ce à quoi nous voulons qu'elle serve. Voulons-nous faire un pas de plus vers la privatisation et la rentabilité économique de nos institutions scolaires en les arrimant aux lois du libre-marché ou voulons-nous plutôt en bâtir des lieux centrés sur la « transmission du bagage culturelle, intellectuel et scientifique de l'humanité et la formation du jugement critique. [3] »?

Dans les mois à venir, nous allons essayer collectivement d'attirer l'attention sur cette question de fond pour arriver à avoir un débat à la hauteur de la problématique. Peu importe que l'on soit pour ou contre la grève, nous sommes face à une question de cohérence démocratique. Peut-on prendre une décision si importante sans avoir discuté publiquement les conséquences qu'elle aura sur notre société?

La riposte

[1] Site officiel du gouvernement du Québec : <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/Budget/2011-2012/fr/index.asp> [2] Site du collectif À Babord : (<http://www.ababord.org/spip.php?article353>) [3] Site de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques : (<http://www.iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2011/11/brochure-faut-il-vraiment-augmenter.pdf>)

1^{ere}

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Mercredi 1^{er} février

Dès 15H30

À L'EXODE

Grève générale illimitée: inévitable pour contrer la hausse?

Écrit par

Le petit GREVISSE

(Groupe étudiant visant l'implication et la solidarité dans le secteur de l'éducation)

Depuis quelques mois, nous entendons parler de la grève générale illimitée (GGI) comme moyen de pression à mettre de l'avant pour faire plier le gouvernement sur la hausse des frais de scolarité qu'il tente d'imposer aux étudiant-e-s. La GGI doit-elle être considérée comme moyen de pression valable?

Il y a déjà plus d'un an que le mouvement étudiant dénonce la hausse des frais de scolarité de 1625\$. Dès l'annonce de celle-ci, une escalade des moyens de pression a été entamée: une pétition de plus de 30 000 noms a été déposée le 8 décembre à l'Assemblée nationale; plusieurs actions symboliques et de perturbation ont eu lieu; des manifestations se sont tenues dans plusieurs régions du Québec; et déjà trois manifestations d'ampleur, toutes accompagnées de journées de grève étudiante, ont eu lieu (le 6 décembre 2010 à Québec, le 31 mars et le 10 novembre 2011 à Montréal). La manifestation nationale du 10 novembre dernier a d'ailleurs montrée l'étendue de la mobilisation du mouvement étudiant: près de 200 000 étudiant-e-s étaient en grève et plus de 30 000 personnes se sont retrouvées dans les rues de Montréal pour manifester leur opposition à la hausse. C'est du jamais vu dans l'histoire du Québec à l'extérieur du contexte particulier d'une grève générale illimitée.

Après plus d'un an de mobilisation étudiante pour s'opposer à la hausse des frais

«Sur celles-ci, [les grèves générales illimitées] sept ont permis soit un recule complet ou partiel de la part du gouvernement.»

de scolarité et malgré une mobilisation sans précédent le 10 novembre dernier, le gouvernement n'a toujours pas reculé sur sa décision d'augmenter des frais de scolarité et clame haut et fort qu'aucune action étudiante ne le fera changer d'idée. Le seul moyen de pression n'ayant toujours pas été mis de l'avant durant la dernière année est la grève générale illimitée. Par contre, considérant que le gouvernement fait la sourde oreille aux revendications étudiantes, pouvons nous réellement espérer que ce moyen réussira à faire plier le gouvernement? Si on regarde d'un peu plus près l'historique des GGI au Québec, on peut voir qu'elle a été employée huit fois par le mouvement étudiant. Sur celles-ci, sept ont permis soit un recule complet ou partiel de la part du gouvernement [...]. Ce moyen de pression a donc démontré son efficacité.

Congrès de formation de la CLASSE

28 et 29 janvier à l'UQAM

Samedi : Argumentaire contre la hausse des frais de scolarité □ Mythes et réalités d'un rapport de force avec le gouvernement □ ABC de la mobilisation au déclenchement de la grève □ Analyses théoriques (Le mouvement étudiant de 1989 à aujourd'hui; Éducation: marchandisation ou gratuité?; Crises du capitalisme et solidarité étudiante à l'international) □ Ateliers de sensibilisation (Autodéfense féministe; La gestion des émotions)

Dimanche : ABC de l'organisation d'actions □ Ateliers pratiques (Art engagé, politique et création collective; Actions de perturbation; Manifestation: organisation et sécurité) □ Éléments de pratique et de réflexion sur la désobéissance civile (Table-ronde sur la légitimité de la désobéissance civile; Défense légale et droit de manifester; ABC des premiers soins) □ La question féministe (À la rencontre du féminisme; Féminisme et groupes affinitaires)

Présentez-vous au local de l'association étudiante pour vous inscrire



Associations étudiantes ayant déjà obtenu un mandat pour tenir une grève générale illimitée:

Antropologie (AÉÉA) – Université Laval : 250 membres

Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED) : 2100 membres

Association facultaire des étudiants en art (AFÉA-UQAM) : 4000 membre

Associations étudiantes où un vote est prévu au mois de février:

Association facultaire des étudiants en sciences humaines (AFESH): 4500 membres

Association des étudiants en philosophie de l'Université de Montréal (ADÉPUM) et Association des étudiantes et étudiants en

Anthropologie de l'Université Laval

Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM) : 7300 membres

Cégep Limoilou (AGEECL) : 5700 membres

Cégep Édouard-Montpetit (AGECEM) : 5900 membres

Cégep de Matane (AECM) : 600 membres

Cégep de Sherbrooke (AECS) : 5800 membres

Association étudiante des diplômés en histoire de l'Université de Montréal (AÉDDHUM)

Association générale des étudiants et des étudiantes prégradués en philosophie de l'Université Laval (AGEEPP)

Association facultaire étudiante en langues et communication (AFELC-UQAM – 4300 membres)

Association générale étudiante du Cégep Régional de Lanaudière à L'Assomption (AGECRLA) 1800 membres

Association générale des étudiants du Cégep de Rimouski (AGECR) : 2650 membres

Association étudiante du cégep de Saint-Laurent (AECSL) : 3500 membres

Association générale des étudiants du college de Valleyfield (AGÉCoV) : 1900 membres

Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines (AGEFLESH) : 2000 membres

Association Générale des Etudiantes et Etudiants Prégradués en Philosophie (AGEEPP-UL) : 230 membres

Syndicat étudiant du Cégep Marie-Victorin (SECMV) : 4200 membres

L'association générale des étudiants du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu (AGECSJR)